

Syndicat des Douanes et de l'Immigration (SDI)

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Assurer l'efficacité maximale des dépenses gouvernementales, y compris : *Un examen complet des contrats de services et de consultation conclus par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), y compris ceux qui visent la consultation en gestion, les postes non désignés, la consultation en technologie de l'information et les autres services commerciaux et professionnels; *Examen complet des dépenses engagées par l'ASFC dans le cadre de l'initiative d'armement, y compris l'élargissement inutile des postes de gestion; *Examen complet des allocations à l'administration centrale de l'ASFC et examen visant à déterminer si ces fonds peuvent être réaménagés de façon plus productive pour les opérations de première ligne; *Examen complet de toutes les primes versées aux gestionnaires, y compris si elles sont liées aux activités opérationnelles qui ont une incidence contre-productive sur l'exercice des fonctions des agents de l'ASFC; *Élargissement des programmes visant les voyageurs à faible risque grâce à l'amélioration du contrôle, au contrôle biométrique, à la vérification de l'identité et à une application rigoureuse des règlements.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Nous recommandons les mesures suivantes pour promouvoir à la fois la création et le maintien des emplois dans le domaine des voyages et du commerce international : « Élargissement des bureaux à l'étranger pour améliorer le contrôle des personnes qui souhaitent venir au Canada; *Examen complet du programme CANPASS (avion) commercial pour prendre en compte immédiatement les lacunes actuelles fragrant en matière de sécurité qui menacent le trafic commercial transfrontalier légitime. *Élargissement du rôle des agents de l'ASFC aux points d'entrée maritimes.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Améliorer la productivité des dépenses du gouvernement fédéral en prenant les mesures suivantes :

- *Ordonner à l'ASFC de participer au programme transfrontalier Canada-États-Unis des agents œuvrant à bord des navires, afin d'augmenter l'efficacité opérationnelle et de diminuer les coûts; *Élargir la Stratégie intégrée de sécurité du fret en annulant les coupures aux services de renseignement de l'ASFC et en adoptant des mesures de sécurité améliorées, tel que recommandé par le SDI dans sa présentation sur la stratégie aux points d'entrée maritimes. Déployer la technologie de radar maritime analytique et automatisé testée avec succès par Recherche et Développement pour la défense Canada lors du Sommet du G20 et actuellement utilisée par la GRC et ordonner à l'ASFC de participer au déploiement en puisant à même les allocations actuelles, permettant ainsi de réduire l'entrée illégale d'armes, de drogues et de personnes au Canada et d'éviter tous les coûts sociétaux et financiers connexes;
- *Déploiement d'un système modernisé de signalement, y compris la reconnaissance biométrique de visage, afin de prévenir l'entrée de personnes inadmissibles au Canada et d'éliminer les coûts découlant de la criminalité, de l'incarcération et de la déportation; *Déportation rapide des contrevenants non citoyens par des agents de l'ASFC plutôt que par des agents de sécurité privée comme escortes, lorsque cela est nécessaire; *Déploiement de la technologie de contrôle électronique assisté par GPS pour les personnes expulsées pour des raisons criminelles ou de sécurité, en attente de leur déportation;
- *Autoriser expressément les agents de l'ASFC à poursuivre les personnes ayant violé la *Loi sur les douanes* ou la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* en omettant de se rapporter tel qu'exigé pour supprimer la politique actuelle inefficace et coûteuse de l'ASFC qui l'oblige à demander une aide contiguë; *Déploiement d'agents armés de l'ASFC dans les aéroports afin de réduire la nécessité de faire appel à d'autres agents de la paix; *Annuler toutes les coupures opérationnelles de postes de l'ASFC et trouver les sommes équivalentes dans les secteurs de dépenses de l'ASFC précisées à la question 1.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Même si de nombreux groupes différents font face à certains défis, les employés syndiqués, y compris ceux de la fonction publique, ont récemment fait l'objet d'une attaque sans précédent et complètement injustifiée de la part du gouvernement fédéral. Une main-d'œuvre organisée indépendante de la gestion crée un milieu de travail équilibré doté d'une responsabilisation interne qui n'existe tout simplement pas dans un milieu non syndiqué. Cette réalité est importante pour l'économie canadienne toute entière, mais particulièrement pour la fonction publique. Le Syndicat des Douanes et de l'Immigration et son prédécesseur, Union Douanes Accise (CEUDA) a une longue histoire au niveau de la formulation de recommandations importantes et fondées sur l'expérience à l'intention du gouvernement sur la façon d'améliorer la sécurité frontalière, le contrôle de l'immigration, l'application de la loi et le mouvement rapide des voyageurs et du commerce légitime. Nous sommes heureux de constater que bon nombre de nos recommandations ont été adoptées par le gouvernement actuel, notamment au chapitre de l'armement, de l'élimination des situations de travail en solitaire, des initiatives conjointes Canada-États-Unis en matière de sécurité frontalière, et d'application de la loi axée sur le renseignement. Au fil des ans, nous avons également travaillé en collaboration avec divers ministres pour corriger des erreurs de gestion, éviter des gaspillages financiers et s'attaquer à l'évitement de

certaines responsabilités. Cette contribution a été rendue possible en raison de la nature indépendante de notre syndicat et nous ne sommes pas seuls à cet égard au sein de la fonction publique fédérale. Plutôt que de démoniser le syndicalisme au sein de la fonction publique fédérale, un geste à courte vie, contre-productif et fallacieux, nous encourageons le gouvernement à revenir à un climat de confiance et de respect mutuel qui permettra sûrement de produire des résultats positifs en matière de rendement du gouvernement, à l'avantage de tous les Canadiens.